

N° DP 24/120

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE LA PARCELLE SISE A LA SEYNE-SUR-MER ROUTE DE JANAS CADASTRÉE SECTION BR N° 1859

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau Métropolitain,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux Collectivités Territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de LA SEYNE-SUR-MER ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU le courriel daté du 08 février 2024 émanant de l'étude de Maître ROCHIER, notaire à LA SEYNE-SUR-MER, en charge de la succession de feu Madame Madeleine TOURRIER, propriétaire de la parcelle cadastrée section BR n° 1859, transmettant l'accord des héritiers pour céder au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, au prix d'un euro symbolique, la parcelle précitée,

VU le plan cadastral,

CONSIDERANT que la valeur vénale de l'emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les Collectivités Publiques et divers organismes,

CONSIDERANT que le lotissement « Sainte-Thérèse » situé à LA SEYNE-SUR-MER (83500) route de Janas, a été approuvé par arrêté en date du 10 novembre 1999, lequel prévoyait notamment la cession gratuite au profit de la Ville de LA SEYNE-SUR-MER, de la parcelle aujourd'hui cadastrée section BR n° 1859, d'une superficie de 1223 m², au titre de l'élargissement à 12 mètres de la voie communale n°202 dite route de Janas,

CONSIDERANT que cette parcelle est ouverte à la circulation publique, son acquisition permettra de procéder à l'élargissement de la voie communale n°202 dite route de Janas, conformément à l'emplacement réservé n°103, afin de sécuriser et fluidifier la circulation de l'ensemble des usagers de cette voie,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR la parcelle cadastrée à LA SEYNE-SUR-MER section BR n°1859 d'une superficie de 1223 m², sise route de Janas, auprès des héritiers de Mme Madeleine TOURRIER, au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'emprise acquise sera classée ultérieurement dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière lorsque les travaux d'aménagement auront été réalisés.

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP ROCHIER – PUGET Notaires Associés à LA SEYNE-SUR-MER (83500) 35 rue Camille Pelletan, aux fins de rédaction de l'acte authentique de vente dont tous les frais seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires aux frais d'actes seront imputés sur la ligne budgétaire l'opération 74010-ANTLS Chapitre 21 fonction 844, article 2111 du budget principal 2024 (ou suivant) de la Métropole TPM.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



RE: RE: Voie communale 202 Route de Janas (Parcelle BR 1859) Mme TOURRIER Madeleine

Isabelle VIDMAR <isabelle.vidmar@notaires.fr>

Jeu 08/02/2024 12:22

À :PIERBONI Kevin <kpierboni@metropolepm.fr>

Cc :VENNAT Valerie <VVENNAT@metropolepm.fr>;christophe.rochier@notaires.fr <christophe.rochier@notaires.fr>

 2 pièces jointes (368 Ko)RE: Voie communale 202 Route de Janas (Parcelle BR 1859) Mme TOURRIER Madeleine;
c894587143aa49c7acdf79275b5a2f9f.jpeg;

Cher Monsieur,

Je vous confirme l'accord des héritiers pour cette cession à l'euro symbolique et vous remercie de bien vouloir faire le nécessaire pour la désignation de Maitre ROCHIER en qualité de notaire rédacteur.

Bien cordialement.

Maitre Isabelle VIDMAR*Etude de Maitres Christophe ROCHIER et Béatrice PUGET**Notaires à LA SEYNE SUR MER**Les Jardins de la Mer 1**35, rue Camille PELLETAN**Cs 40026**83500 LA SEYNE SUR MER**TEL : 04.94.10.22.60***Notaire****ETUDE FERMÉE LE MERCREDI APRES-MIDI****ATTENTION !
FRAUDES AUX RIB & CYBERATTQUES**

En raison de la recrudescence des fraudes aux RIB par le biais de mails falsifiés, nous vous rappelons que :

- Les notaires et leurs collaborateurs ne communiquent qu'avec des adresses mails se terminant par @notaires.fr
- Tous les virements qui vont être demandés ne pourront être qu'à destination de la **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS** – le RIB de l'étude contient toujours le code BIC suivant : **CDCGFRPPXXX** – tout autre RIB ne provient pas d'un office notarial !
- Vous ne serez jamais sollicité par un prestataire de l'office (AR 24, Universign, Fiducial...) pour effectuer un virement.
- L'office notarial ne vous demandera jamais votre numéro de carte bancaire.
- Merci de privilégier la remise en main propre d'un RIB papier daté et signé lors d'un rendez-vous physique.

EN CAS DE DOUTE, n'hésitez pas à contacter l'office notarial.**De : PIERBONI Kevin****Envoyé : jeudi 8 février 2024 10:55****A : Christophe ROCHIER;****Objet : RE: Voie communale 202 Route de Janas (Parcelle BR 1859) Mme TOURRIER Madeleine**



Esri Community Maps Contributors, IGN 2022 - Esri France 2022, Esri, TomTom, Garmin, Foursquare, GeoTechnologies, Inc, MET/NASA, USGS, Sources: Esri, Airbus DS, USGS, NGA, NASA, NOAA, N. Robinson, NCEAS, NLS, OS, NMA, Geodatastyrelsen, Rijkswaterstaat, GSA, Geoland, FEMA, Intermap

Demande déposée le 09/08/1999

N° LT 83 126 99OL008

Par :	Mme TOURRIER née ARNAUD
Demeurant à :	280, Av. du Maréchal Foch 83000 TOULON
Représenté par :	Cabinet BUZANCAIS
Pour :	
Sur un terrain sis à :	Lieu dit 'Les Gabrielles' BO0190, BO0198, BR0338, BR0339,

Surfaces hors-oeuvre

brute : 0 m²

nette : 4.360 m²

Nb de lots : 9

Nb de bâtiments : 9

Destination : lotissement

Monsieur le Maire DE LA SEYNE SUR MER,

Vu la demande d'autorisation de lotir susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 435-1 et suivants.

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 octobre 1991, mis en révision par délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 1999.

Vu l'avis des Services Fiscaux en date du 8 octobre 1999.

- A R R E T E -

ARTICLE 1 : Le projet de lotissement "SAINTE THERESE » est approuvé par tranche conformément aux documents ci-annexés :

- Note de présentation ;
- Plan de situation et plan parcellaire ;
- Plan de l'état actuel ;
- Plan paysager ;
- Plan de masse et de morcellement ;
- Plan des réseaux eaux usées et eaux pluviales ;
- Plan des réseaux eau potable électricité et éclairage public ;
- Profil en long de la voie profil en travers type ;

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **AFFICHAGE :** Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite)

- Profil en long assainissement ;
- Profil en long assainissement eau potable ;
- Règlement ;
- Programme des travaux d'aménagement ;
- Ladite autorisation est assortie des prescriptions énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : La présente autorisation deviendrait caduque si les travaux d'aménagement du lotissement n'étaient pas entrepris pour la première tranche dans un délai de 18 mois à compter de la date du présent arrêté et terminés dans un délai de 3 ANS à compter de cette date. Les délais impartis pour réaliser les travaux des autres tranches sont fixés par l'arrêté d'autorisation sans qu'ils puissent excéder une durée de six ans à compter de la date d'autorisation du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le lotisseur est tenu de me faire connaître :

- La date à laquelle il entreprendra les travaux de voirie et l'établissement des réseaux.
- Les dates des différentes étapes d'exécution : terrassements terminés, revêtements voies, pose en tranchée, etc ...

ARTICLE 4 : - CESSION GRATUITE

En application de l'article R 332-15 du Code de l'Urbanisme, le terrain nécessaire à l'élargissement de la VC 202 dite "ROUTE DE JANAS" sera cédé gratuitement à la collectivité publique dans la limite de 10% de la superficie du terrain concerné par la construction autorisée.

L'alignement correspondant sera demandé à la collectivité publique intéressée.

Cette cession gratuite du terrain porte sur une superficie de 1290 m² et sa valeur déterminée à 15 Frs le m² par la Direction des Services Fiscaux est de 19.350 Frs.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis ce jour au représentant de l'Etat conformément aux dispositions prévues par l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis ce jour au représentant de l'Etat conformément aux dispositions prévues par l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 7 : L'autorisation de lotir devra être affichée sur le terrain par les soins du lotisseur dès la notification de la décision d'octroi et pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 8 : Le lotisseur procédera aux formalités de publication au fichier immobilier de l'arrêté d'autorisation.- Il devra m'informer de l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

ARTICLE 10 : - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Juge Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de l'exécution des mesures de publicité stipulées par le Code de l'Urbanisme lorsque la décision donne lieu à de telles mesures(Article R 315-42).

LA SEYNE SUR MER, Le : 10 NOV 1999

LE MAIRE
Conseiller Général du VAR
Maurice PAUL



